

La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) (juin 2006)

Source: The European Union: a global security player- 2006. Council of the European Union, Brussels. - VIDEO (00:10:05, Colour, Original Sound Track).
Council of the European Union, Rue de la Loi, 175, B-1048 Brussels.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_politique_europeenne_de_securite_et_de_defense_pesd_juin_2006-fr-9d429826-ed10-43f0-bec2-b9c6e7961943.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) (juin 2006)

[La commentatrice] C'est l'aube dans un petit village de Bosnie centrale. Des soldats néerlandais de l'EUFOR, accompagnés d'un policier bosniaque, perquisitionnent les maisons à la recherche d'armes dissimulées. Plus de 10 ans après cette guerre meurtrière, les habitants cachent encore armes et grenades chez eux, craignant un nouvel embrasement du conflit. Les forces de maintien de la paix rassurent les villageois: s'ils rendent leurs armes volontairement, ils ne feront pas l'objet de poursuites. L'année dernière, cette amnistie baptisée «Opération Harvest» a permis de récupérer 30 000 grenades, plusieurs milliers d'armes légères et plus d'un million de cartouches.

[Le général de division Marco Chiarini (commandant de l'EUFOR)] «Mais il y a beaucoup de sympathie entre nous et les habitants, je crois, car ils savent que nous sommes là pour eux. Il y a seulement quelques jours, mes Carabinieri ont donné des gâteaux aux enfants, et, en remerciement, ceux-ci leur ont remis une grenade – de 88 mm. Bon, ce n'est pas exactement ce que nous attendions, mais ça veut dire qu'un véritable courant de sympathie passe entre mes soldats et les habitants.»

[La commentatrice] Ici, à Pale, ancien quartier général de Radovan Karadžić, l'homme fort des Serbes de Bosnie, les troupes de l'EUFOR dressent des barrages routiers. Cette opération vise à éliminer les réseaux de contrebande et de crime organisé qui menacent les progrès économiques et protègent les anciens seigneurs de guerre. Quand l'Union a remplacé l'OTAN dans ses activités de maintien de la paix à la fin de 2004, son objectif était de redonner confiance aux habitants. Les soldats de l'EUFOR vivent dans 50 villages disséminés dans le pays, où ils font connaissance avec les habitants mais où ils recueillent également des renseignements, ouvrant leurs yeux et leurs oreilles, tandis que la recherche des criminels de guerre inculpés se poursuit.

[Le général de division Marco Chiarini] «Ce que nous souhaitons, c'est que la situation se stabilise pleinement et que les citoyens puissent se déplacer sans crainte. Les progrès sont lents, manifestement, mais c'est normal après une guerre aussi meurtrière; cela dit, les habitants se déplacent maintenant dans le pays et je constate beaucoup d'améliorations. Je suis persuadé que ce pays est très proche de la normale.»

[La commentatrice] L'envoi de 6 000 soldats en Bosnie constitue l'opération de déploiement de loin la plus ambitieuse jamais réalisée par l'Union – signe de son engagement en faveur de la sécurité du pays. La mission de police déjà au travail ici témoigne également de cet engagement car elle aide la police bosniaque à respecter des normes internationales. Il est peut-être approprié que l'Europe déploie ses nouvelles capacités militaires dans ce pays. En effet, après tout, durant les années 1990, dans les Balkans, de nombreuses leçons ont été tirées par l'Union du démantèlement de l'ex-Yougoslavie. Le conflit s'est enfin terminé grâce à une intervention de l'OTAN menée par les Américains. Mais l'Europe savait qu'à l'avenir, il *fallait* absolument qu'elle soit capable de faire face aux crises qui éclatent chez ses voisins.

[Javier Solana (Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune)] «L'Union européenne est un groupe de pays – de 25 pays – dont la population représente le double de celle des États-Unis et quatre fois celle du Japon. Nous devons jouer un rôle dans les affaires internationales. Nous n'allons pas constituer une armée qui fera la guerre. Nous voulons des forces qui réunissent différents pays et qui maintiendront la paix ou la rétabliront lorsqu'elle a été rompue.»

[La commentatrice] En 1999, un sommet organisé à Helsinki a marqué la naissance de la politique de sécurité et de défense de l'Europe. Les dirigeants européens ont promis de mettre en place une capacité de gestion des crises européennes de jusqu'à 60 000 soldats, capable de faire face aux dangers du XXI^e siècle. Une structure militaire a été établie à Bruxelles, y compris un État-major de l'Union européenne pour la planification stratégique anticipatrice.

[Lieutenant Général Jean-Paul Perruche (Directeur général de l'État-major de l'Union européenne)] «Quand on se souvient des équilibres de la Guerre froide, c'était terrifiant. C'était des affrontements qui pouvaient détruire le monde plusieurs centaines de fois. Aujourd'hui nous ne sommes plus dans ce contexte de menaces là. Mais les dangers sont plus petits, mais ils sont plus probables. C'est-à-dire qu'il y a plus

d'atteintes à la sécurité, paradoxalement, qui peuvent survenir dans le monde actuel que dans le monde ancien.»

[La commentatrice] La crise qui a éclaté en République démocratique du Congo est la première épreuve affrontée par les opérations de maintien de la paix de l'Union sans l'OTAN. En juin 2003, les Nations unies ont demandé à l'Europe d'intervenir. Cette première mission militaire a réuni principalement des soldats français, agissant toutefois sous le drapeau européen. Son succès a montré que l'Union est véritablement capable de jouer son rôle sans faire double emploi avec les efforts de l'OTAN. Ce résultat a conduit à l'élaboration d'un plan ambitieux prévoyant la création de 13 groupements tactiques de réaction rapide rassemblant jusqu'à 1500 soldats, qui peuvent être envoyés pour stabiliser des points chauds ou protéger des opérations humanitaires partout dans le monde. Les groupements tactiques seront pleinement opérationnels à partir de janvier 2007. Ils ont pour caractéristique essentielle qu'ils pourront être déployés en moins de cinq jours.

[Geoff Hoon (ministre britannique des Affaires européennes)] «Nous ne pouvons vraiment pas prendre le temps de parlementer pendant des semaines ou des mois avant de déployer des troupes. Et en réalité, l'approche européenne – «les groupements tactiques» – repose sur la reconnaissance du fait que les crises modernes doivent être résolues rapidement pour éviter qu'elles ne dégèrent, qu'elles ne s'aggravent.»

[La commentatrice] Le concept de groupements tactiques s'inscrit dans un ensemble de mesures de défense destinées à réorganiser les capacités militaires de l'Europe dans les 10 ans qui vont suivre. L'Agence européenne de défense a été créée en 2004 pour jouer un rôle essentiel: aider les pays européens à repenser et à coordonner leurs dépenses de défense qui s'élèvent à 180 milliards d'euros.

[Nick Witney (Agence européenne de défense)] «En Europe, nous consacrons encore collectivement une partie beaucoup trop importante de nos dépenses aux équipements lourds et aux explosifs puissants, et pas assez aux technologies modernes, qui sont particulièrement adaptées aux opérations déployées à la périphérie de l'Europe: les technologies de communication, les technologies d'observation. Nous sommes en effet actuellement en train de passer de l'ère industrielle de la guerre à l'ère de l'information. Une révolution technologique est en cours.»

[La commentatrice] Mais quel sera le rôle de l'OTAN si l'Union développe ses propres stratégies militaires? En réalité, la politique de défense européenne est élaborée en partenariat avec l'Alliance atlantique, et, dans une opération européenne de grande envergure, comme celle menée en Bosnie, l'Europe continue de partager les installations de l'OTAN, par exemple les systèmes de communication et de satellites.

[Le général de division Marco Chiarini] «Nous avons des liens solides avec l'OTAN et notre collaboration est très efficace. Oui, et elle aide notre nation en nous fournissant du matériel, par exemple du matériel de communication, car celui de l'OTAN est très performant. Cependant, cela dit, je pense que nous collaborons non pas en vis-à-vis, mais main dans la main. Parce que, bon, nous sommes collègues, et nous n'avons aucun problème à travailler ensemble.»

[La commentatrice] La politique de sécurité et de défense de l'Union européenne ne s'appuie pas seulement sur des moyens militaires. Pour gérer les crises, l'Europe bénéficie de l'énorme avantage de pouvoir recourir à des mesures diplomatiques et économiques, ainsi qu'à une intervention civile. Une opération civile européenne majeure se déroule actuellement dans la province indonésienne de Banda Aceh. Même avant le tsunami de 2004, un état d'urgence existait dans cette région. Depuis plus de 30 ans, le GAM, le Mouvement de libération d'Aceh, mène une révolte séparatiste. Un accord de paix a enfin été signé en août 2005, et l'Union européenne a été invitée à superviser sa mise en œuvre. C'est ainsi qu'est née la Mission de surveillance à Aceh (MSA), à laquelle participent 200 observateurs européens, connus de tous en raison de leur uniforme blanc, couleur choisie pour souligner le caractère entièrement civil de leur mission. Une partie importante de leur travail consiste à superviser le désarmement des rebelles du GAM et la destruction de leurs armes. En échange de ce désarmement, le gouvernement indonésien s'est engagé à retirer une partie de ses troupes et de ses forces de police de la province d'Aceh.

[Bror Gevelt (Mission de surveillance à Aceh)] «Notre travail consiste concrètement à prendre contact avec le personnel du GAM et à décider dans quelle zone recueillir les armes. Nous nous sommes arrangés avec la police et la TNI, c'est-à-dire l'armée, pour protéger le personnel du GAM, de manière à ce qu'il puisse pénétrer sans danger dans le site.»

[La commentatrice] Les équipes d'observateurs européens ont consacré également beaucoup de temps à prendre contact avec les habitants des villages les plus reculés. À chaque halte, elles prennent note de leurs inquiétudes et expliquent les détails de l'accord de paix.

[Peter Woetmann (Mission de surveillance à Aceh)] «Le plus important pour nous, c'est qu'ils le lisent et le comprennent. C'est de les familiariser avec la situation et de leur donner confiance en l'avenir, de les convaincre que cette fois-ci, tout ira bien, que la paix sera rétablie.»

[La commentatrice] C'est la première fois que l'Union européenne a mené une mission de paix de ce type dans cette partie du monde, et si loin de l'Europe.

[Pieter Feith (chef de la Mission de surveillance à Aceh)] «Nous sommes arrivés dès le jour de la signature de l'accord d'Helsinki. Autrement dit, il n'y a pas eu de période de flottement durant laquelle les parties auraient pu à nouveau contourner leurs engagements, ou la situation aurait pu se déstabiliser. Nous sommes arrivés au bon moment grâce au déploiement de réponse rapide, et à mon avis ça n'est jamais arrivé auparavant.»

[La commentatrice] L'Union européenne pense qu'elle *peut* véritablement jouer un rôle vital dans l'établissement d'une paix durable dans la province de Banda Aceh, tout comme elle le fait différemment en Bosnie-Herzégovine, et comme elle le fera dans d'autres régions d'Europe et du monde à l'avenir pour démontrer qu'aujourd'hui, l'Union *est* véritablement un acteur de la sécurité mondiale.